

# Sauvons Romaïssa

Plusieurs sites sont en train de reprendre notre appel. Il en est ainsi de celui qui se consacre au thème de la santé en Algérie. Le Pr Abid nous signale que l'appel «Sauvons Romaïssa» est sur : www.sante-dz.com

De très nombreux citoyens du pays et de l'étranger nous demandent davantage de renseignements sur la petite Romaïssa. Nous leur rappelons qu'ils peuvent écrire : sauvonsromaïssa@yahoo.fr pour les obtenir.

Notre Habbib Boucetta, un fidèle de «Vox Populi», écrit à ce propos : «J'aimerais contribuer à cet élan de solidarité et j'aimerais avoir le numéro de compte de la maman de cette fille malade, je m'engage aussi à héberger la maman et sa fille pour n'importe quelle durée si jamais ils décident de venir au Canada pour des soins, je connais des compatriotes qui sont capables d'aider et je vais essayer d'impliquer des associations d'ici.»

Quant à Aziz A., il souhaite «apporter sa petite contribution à Romaïssa, que le miséricordieux puisse lui apporter son réconfort, incha'Allah. Je veux mettre dans la cagnotte 10 000 DA en Algérie ou virer 50 euros sur un compte en France. Je vous remercie de me dire comment je dois procéder». Des détails sur la procédure à suivre lui ont été donnés. La maman de Nadia n'a pas de compte en France, par contre elle a deux comptes, l'un en dinar, l'autre en devises à BDL Chlef. Les numéros de compte seront communiqués sur demande à l'adresse e-mail donnée ci-dessus.

Le numéro de la maman de Romaïssa : 05 51 689525



## COMITÉ OLYMPIQUE ALGÉRIEN

# L'appropriation est toujours de mise

L'histoire retiendra-t-elle que les dirigeants sortants du COA ont tout essayé pour se maintenir à la tête et au sein de l'instance, malgré l'expiration de leur mandature ?

Le COA ne s'est pas renouvelé jusque-là. Il ne le sera pas de sitôt, probablement. D'un côté, les dirigeants sortants campent sur leur position. Et de l'autre côté, les fédérations nouvellement élues tiennent aux principes qu'elles ont adoptés. La première partie est aux commandes et ne veut pas lâcher. Même en violation des statuts, puisque l'article 12 est on ne peut plus clair en la matière, ils s'agrippent à un mandat que le temps et les événements ont altéré.

Nos «COALisés» ont épuisé leur mandat et devaient rendre le tablier le mois de mars passé, puisque c'est en cette date-là que la durée des 4 ans fut consommée. Il n'en fut rien. L'article 12 est violé. Le COA, également. Sous l'œil passif et néanmoins approbateur d'un certain Pere Miró, même la règle 28 de la charte olympique (1.5) est non seulement bafouée, mais elle est aussi souillée.

Cette règle ne stipule-t-elle pas que les membres de l'exécutif d'un CNO sont élus pour un mandat qui ne doit pas dépasser 4 ans ? Partant, force est de constater que Chaouche Teyara et les siens sont là depuis plus de 4 ans. Eu égard aux principes énoncés, les fédérations nouvellement élues ont raison de contester aux membres dirigeants et néanmoins sortants du COA toute légitimité. Après la non-tenu de l'AG élective, convoquée le jeudi passé, car boycottée par la majorité des fédérations olympiques, les «COALisés» auraient pu décrypter la contenance de la parade. Hélas !

La malignité, non l'intelligence des «administrateurs» du COA, leur a dicté une autre issue. Fidèles au principe du jusqu'au-bout, ils répliquent en mettant en avant une disposition certes statutaire, mais aussi suicidaire. Il est envisagé d'organiser les élections et ce, quel que soit le nombre des présents. Véritable fuite en avant. Ou carrément, c'est la politique de la terre brûlée qui est privilégiée.

Parallèlement, la majorité des fédérations olympiques ne comptent pas s'y rendre. Si les élections se tiennent suivant le raisonnement de Naïdji et ses collègues, peut-on, dès lors, imaginer le COA sans les fédérations olympiques ? Si cette éventualité venait à se confirmer, une autre règle de la charte olympique serait fortement outragée. Le CIO, aussi.

D'ailleurs, ce dernier insiste sur le fait que la majorité soit détenue par les fédérations régissant des sports olympiques à tous les niveaux décisionnels d'un CNO.

Sur un autre chapitre, il est à rappeler que les fédérations ont saisi la justice, après avoir constaté que leurs doléances auprès du COA étaient restées sans suite. Cette dernière leur a donné raison, dans un verdict qu'elle a rendu lundi dernier.

Reste à savoir maintenant si les «COALisés» y abdiqueront ? Il est vrai que le COA est régi par ses propres statuts, en conformité avec la charte olympique, mais il est reconnu comme étant une association d'utilité publique et d'intérêt général, et ce, grâce la législation nationale, notamment les lois 90-31 et 04-10, respectivement relatives aux associations et à l'éducation physique et aux sports.

Cette reconnaissance lui impose un certain nombre de devoirs, comme elle lui garantit une série de droits. Indépendamment du fait que les arrêts de la justice sont exécutoires, la direction sortante du COA est appelée à se plier à la volonté de la majorité. Une majorité qui, jusque-là, a démontré sa cohésion et sa solidarité agissante. C'est, là, un acte de bon sens. A moins que c'est le pourrissement qui est recherché. Notons que le Comité olympique algérien est fondamentalement assis sur le mouvement fédéral représenté par les fédérations, puisque le mouvement olympique, proprement dit, n'est pas encore constitué. Mais là, c'est une autre philosophie que les COALisés voudraient occulter. Du moins, présentement.

### Un dépassement flagrant du mandat

Au cours de la conférence de presse que les représentants des fédérations, le Dr Bessalem Abdellah, Chikh Hassen, Bendjemaa Ali et Chekroun, ont animée au siège du quotidien *El Moudjahid*, dimanche passé, la notion du respect des règles et procédures a été souvent mise en exergue.

En somme, l'épisode que vit le COA a le mérite de traduire dans les faits deux courants qui s'affrontent dans les coulisses du mouvement sportif national : les premiers s'acharnent, depuis l'application du décret 05-405, avec tous les moyens et avec l'argent du contribuable, à s'opposer à la volonté de l'Etat dans sa quête de vouloir réguler le sport et les seconds, légalistes, dont le respect de la législation



nationale n'est plus à démontrer. C'est là où réside le vrai débat.

Consciemment, les premiers nommés voudraient consacrer le nouvel ordre mondial sportif. Tandis que les seconds militent pour la consécration d'une politique sportive nationale. Et au-delà, c'est une politique continentale qu'il faudrait développer.

Car, il est évident que le sport en Afrique ne peut s'exprimer que grâce à l'implication des gouvernements. Cette implication s'explique, jusqu'à présent, du moins, du fait de la faiblesse du tissu industriel productif dans pratiquement l'ensemble des Etats africains. Franchement, peut-on imaginer un instant un quelconque développement du sport sans l'Etat ? L'affaire prolongée du COA, malgré un dépassement flagrant du mandat, et son internalisation, peut-être interprétée comme étant une ultime parade pour remettre en cause un processus de renouvellement qui a mis hors course un nombre de personnes qui, apparemment, se considèrent comme étant indispensables dans les rouages du mouvement sportif national. Soit.

Ces dirigeants, avec la nouvelle tactique qu'ils adoptent depuis l'arrêt de justice prononcé en leur défaveur, même s'ils n'ont aucun respect pour les institutions gouvernementales du pays, ne doivent-ils pas s'incliner devant le pouvoir judiciaire, en revanche ? L'olympisme, c'est aussi une affaire de sportivité et de fair-play, n'est-ce pas ?

Azzedine Aggoune

## LE BILLET DE M. BENREBIAI

# Le revers de la médaille

Le «mercato» bat son plein. Les clubs de football, milliardaires, sortent leurs chéquiers et proposent à des joueurs des sommes hallucinantes.

Nos responsables du football national se sont écriés, trop vite, «eureka !» en fermant la porte de notre championnat aux joueurs étrangers pour, soi-disant, faire évoluer notre football.

Résultat : inflation et des joueurs, à peine moyens, recrutés à des sommes frisant ou dépassant le milliard !

M. B.

## L'AIR DU TEMPS

# Quelle galère !

Humanité en crise identitaire

Perspective d'une ère de misères

peut-on espérer un avenir prospère ?!

Peut-on espérer un élan salutaire ?!

Valeurs humaines à terre

Sous l'assise de consciences sans flair

De nos dirigeants en compères

De nos dramatiques revers

Avec passivité meurtrière

Ils nous ont abandonnés

sans repère

Dans un monde où se cultivent logiques

suicidaires

Mère nature, proie du développement incendiaire

Economie délétère, crise

financière et famine

héréditaire

Inspirations sectaires,

politiques de guerre,

aspirations génocidaires

Chers congénères,

partisans de la citoyenneté

planétaire

Serait-ce une ruine

humanitaire ?

Hamza Moussaoui

## VOS MESSAGES

### Klaha el bitoun

Le béton (bête on/off) est là. Mais positifs. Il faut une loi applicable dans l'immédiat et en un temps limite : la finition.

Cette loi sera une source d'emplois pour les artisans maçons, peintres et autres manœuvres pour 2 ou 3 années.

Finir toute construction administrative ou particulière. Sans oublier l'embellissement.

Colmater tous les nids-de-poules (c'est un travail durable, ah! les cantonniers d'antan), finir une fois pour toutes les trottoirs (encombrés, squattés... fermés).

Parfaire l'accotement et l'entretenir car il est plus important que la chaussée (il peut sauver des vies) bombée en son milieu pour un bon écoulement des eaux vers les fossés herbeux ou boisés évitant ainsi l'érosion, les éboulements...

C'est faisable, si c'est l'intérêt principal des décideurs. Voilà une création d'emplois !

Ahmed Zir

### La promo des voleurs !

Ça se passe à l'ENSTP de Kouba (Ecole nationale «SUPERIEURE» des travaux publics), un étudiant en 3<sup>e</sup> année (non identifié) a volé le portable d'une enseignante lors de l'examen qui

s'est déroulé mardi matin, et ce, dans un amphithéâtre (où on est censé trouver des gens éduqués et cultivés non pas des voleurs) !? Un fait grave et que je condamne.

A noter que pendant cette année, on a volé cinq (5) souris du même amphithéâtre. On va où ? Et peut-on faire confiance à des ingénieurs qui se contentent même de voler des souris ?! C'est MALHEUREUX.

«Un étudiant de la même promo qui regrette d'être là»

### Le cas de l'émigré de Séraïdi (Annaba)

Je suis restée perplexe après avoir lu votre chronique : «Pause-café» ayant pour sujet le retour de l'émigré investisseur à Séraïdi, et je voudrais bien savoir la raison pour laquelle le restaurant a été fermé, les gendarmes ont dû donner une raison et aussi pourquoi cet émigré n'a-t-il pas contesté. J'aurais bien voulu qu'il y eût de plus amples explications dans votre article.

Je connais beaucoup de personnes qui sont rentrées de France et qui n'ont eu aucune difficulté à investir dans notre pays.

Bien amicalement.

Anissa